



# Union Interfédérale des Transports

UIT CGT - 263, rue de Paris – Case 571 – 93515 Montreuil Cedex  
TEL : 01 55 82 80 47 - E- mail : [uit@cgt.fr](mailto:uit@cgt.fr)

**Le 09 OCTOBRE 2018 :**

Montreuil, 21 septembre 2018



## **J'AGIS POUR LA SATISFACTION DE NOS REVENDEICATIONS et LE PROGRES SOCIAL**

L'humanité est de plus en plus confrontée à de graves problèmes environnementaux que ce soit à travers les différentes pollutions ou le réchauffement climatique.

➔ **UNE CHOSE EST CERTAINE, L'AVENIR DE LA PLANETE N'EST PAS L'APANAGE DU CAPITAL, HORMIS S'IL PEUT EN TIRER DES BENEFICES !**

Ce n'est pas non plus la préoccupation du pouvoir politique en place tant les engagements pris dans les grandes conférences sur le climat, Cop 21 et autre Grenelle de l'Environnement, sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité libérale.

**Cataclysmes, sécheresse, famine, misère, maladies liées à la pollution constituent pourtant dorénavant le quotidien de millions de femmes, d'hommes et d'enfants sur notre planète y compris dans les pays occidentaux qui s'en croyaient à l'abri.**

La future loi des mobilités que nous prépare le Gouvernement n'échappe pas à la règle tant ses premières orientations sont à mille lieux de la réponse aux besoins et à l'intérêt général, particulièrement celle concernant les enjeux environnementaux et le réchauffement climatique.

**La priorité demeure la route dans un contexte de forte dégradation de notre réseau routier, de sa congestion, générant de graves conséquences sur la santé publique.** Les objectifs « bas carbone » fixés à l'issue de la Cop 21 afin de réduire les rejets de CO2 ne seront pas atteints pour, au moins, la prochaine décennie ; **pire ils vont progresser.** Le grand absent de ce projet de loi demeure le report modal et le financement.

**IL Y A POURTANT UNE URGENCE ABSOLUE.** Alors que le ministère de la transition écologique et solidaire prévoit -dans une étude prospective- une hausse de 86% des besoins de transports à l'horizon 2050, l'Etat ferait preuve d'un coupable aveuglement en s'obstinant à ne pas chercher les conditions d'un report modal important des marchandises et des voyageurs, en complémentarité et non en concurrence entre tous les modes, afin d'endiguer le cercle vicieux de la dégradation écologique et sociale. **ILS NE POURRONT PAS DIRE NE PAS SAVOIR.** L'abandon d'une réelle politique publique d'aménagement du territoire, la métropolisation, l'étalement urbain et la désindustrialisation, porte certainement les causes de la hausse des besoins de transport.

**La réforme ferroviaire, que les cheminots continuent de combattre ne permet pas de répondre à ces défis.** Au contraire Pépy et le Gouvernement organisent le sabordage de la SNCF, de son réseau et de ses capacités à répondre aux besoins des usagers, des chargeurs et des territoires. Même si l'Etat s'en défend, **ce sont 9000 kms de lignes ferroviaires qu'il prévoit de supprimer** tout en faisant reporter la responsabilité sur les Régions, qu'il étrangle lui-même financièrement !

Dans le même temps notre réseau routier se détériore de manière inquiétante. Sur 12000 Kms de réseau non concédé, plus de 2000 Kms sont jugés dégradés. Près d'un tiers des ouvrages d'art nécessite des réparations et dans 7% des cas, il y a risque d'effondrement. C'est une réalité. Une catastrophe comme l'effondrement du pont de Gênes cet été, n'est plus à exclure.

- ➔ **La CGT le réaffirme**, l'abaissement de la vitesse à 80 km/h n'est pas lié au seul objectif de baisser le nombre de tués sur les routes mais également à celui de l'état de nos routes et de la sécurité, au même titre de ce que nous vivons pour le réseau ferroviaire.

En ligne avec le désengagement financier de l'Etat et à l'abandon d'une maîtrise publique des infrastructures de transport, la future Loi sur la Mobilité a pour objectif de promouvoir toutes les solutions possibles pour ne plus investir : Autocar, autopartage, covoiturage, vélo, pour les voyageurs. Pour les marchandises, priorité au camion, et possibilité pour un particulier de transporter des colis...

En parallèle, l'Etat est bien décidé à faire davantage payer les usagers du transport qu'il soit routier ou ferroviaire. TICPE et péages plein pot pour les particuliers et exonérations pour le patronat routier, possibilités données aux régions de création de péages urbains, augmentation des billets de trains et de transports urbains...

**Pour la CGT, l'organisation des transports doit relever du domaine public. Le transport est un droit** qui doit permettre un accès à tous et une égalité entre les régions, les métropoles, les villes et les campagnes. Les pollutions, les congestions, l'artificialisation des terres à outrance ne doit plus être la priorité. La priorité, c'est maintenant et ce sont les enjeux environnementaux et sociaux.

Et c'est au Capital de payer, pas aux salariés qu'il étrangle ! L'argent existe !

2018 sera une nouvelle année record pour les dividendes qui devraient mondialement dépasser les 1000 milliards de dollars ! La France n'est évidemment pas en reste.

Dans le même temps, les entreprises du CAC40 licencient à tour de bras, notre pays se désindustrialise, brade ses fleurons, ses savoirs faire. Et comme si cela ne suffisait pas, le Gouvernement multiplie les cadeaux fiscaux aux entreprises !

### **LES SALARIES DES TRANSPORTS ET DES INFRASTRUCTURES ONT TOUTES LES RAISONS D'AGIR POUR GAGNER UNE AUTRE SOCIETE !**

Le secteur des transports, public comme privé, est confronté aux politiques d'austérité et de dumping social imposées par leur direction. A la SNCF, à Air France, à la RATP, dans les transports urbains mais aussi dans le transport de déchets ou chez les ambulanciers, ce sont des milliers de salariés qui subissent les attaques du patronat, les suppressions d'effectifs, la dégradation des conditions de travail, les gels de salaires.

De son côté, le Gouvernement s'attaque à notre modèle social et à tout ce qui serait présenté comme des rigidités au libre fonctionnement des entreprises. Sécurité sociale, retraites, code du travail, droits syndicaux, **TOUT EST DANS LE COLLIMATEUR DE CEUX QUI VEULENT TRANSFORMER LA NATION EN START UP !**

- **Il faut que les salariés reprennent la main dans leurs entreprises.** *Ce sont eux qui créent les richesses, pas les actionnaires !*
- **Il faut que les citoyens décident de leur avenir et de celui de notre planète,** *il n'appartient pas aux multinationales et aux politiques à leur solde !*
- **Il faut que les salariés du public et du privé travaillent avec les usagers pour développer des services de transports sûrs,** *au service de tous et respectueux de l'environnement.*
- **Il nous faut agir pour nos droits sociaux, pour des hausses de salaires et l'amélioration de nos conditions de travail.**

### **Aussi la CGT appelle**

**les salariés du Transport et des infrastructures  
à participer massivement à la journée  
de mobilisation interprofessionnelle du 9 octobre.**

**Le Gouvernement doit nous entendre !**